



Une croissance atone, soutenue par le commerce extérieur

G. Rabaey, E. Desmazures, Isee

En phase avec une croissance moins élevée depuis 2012, l'année 2016 confirme l'atterrissage après dix années de croissance forte. Les fondamentaux de l'économie calédonienne assurent encore cette année le maintien du niveau du PIB.

La **croissance**¹ calédonienne ralentit fortement : la progression du **Produit Intérieur Brut**² (PIB) en volume s'établit à +0,6 %, après +1,6 %* en 2015. Il s'agit de la plus faible croissance observée depuis 2008. En valeur, l'estimation du PIB s'élève à 983 milliards de F.CFP, en augmentation de 1,8 % par rapport à 2015. Cette progression, proche de l'estimation de croissance de la population, entraîne une stagnation du PIB par habitant en valeur courante, à 3,53 millions de F.CFP. La **consommation des ménages**³ s'essouffle (+0,5 % en volume), dans un contexte de recul de l'emploi salarié et de stagnation des salaires dans le privé. Les incertitudes dans le secteur du nickel entraînent une forte contraction des **investissements**⁴, dont l'effet se propage à l'ensemble des entreprises calédoniennes. Le solde du commerce extérieur, en nette amélioration grâce à l'augmentation des volumes exportés qui se combine à la baisse du coût des importations, contribue fortement à la croissance du PIB.

Un comportement de consommation attentiste

En 2016, la consommation finale des ménages progresse de 1 % en valeur courante, après une augmentation de 2,3 % en 2015. En volume, son évolution se limite à +0,5 %, contre +1,8 % en 2015. Elle représente ainsi 63 % du PIB, soit un point de moins qu'en 2015. Les ménages semblent favoriser l'épargne à long terme (+2,8 % en encours) et l'investissement logement (+8 % en encours).

Le moteur que représente la consommation des ménages s'essouffle en 2016, freiné par l'attentisme des Calédoniens. Ainsi, les importations de produits alimentaires baissent de 3,8 % en valeur (-1,1 % en volume) et le nombre de voitures neuves immatriculées qui ne cesse de chuter depuis 2012 enregistre sa plus forte baisse en 2016 (-13,4 %). Suivant la même tendance, les encours de crédits à la consommation baissent de 0,8 %.

Une croissance atone

Croissance réelle (%)

	Moyenne annuelle 2002/2012	2016 e
PIB en volume	3,7	0,6
Consommation finale	3,4	0,6
Formation brute de capital fixe	10,1	-10,8
Exportations	1,1	8,2
Importations	5,8	-7,0

e : estimé

Sources : Comptes économiques définitifs et comptes rapides, Isee

Produit Intérieur Brut

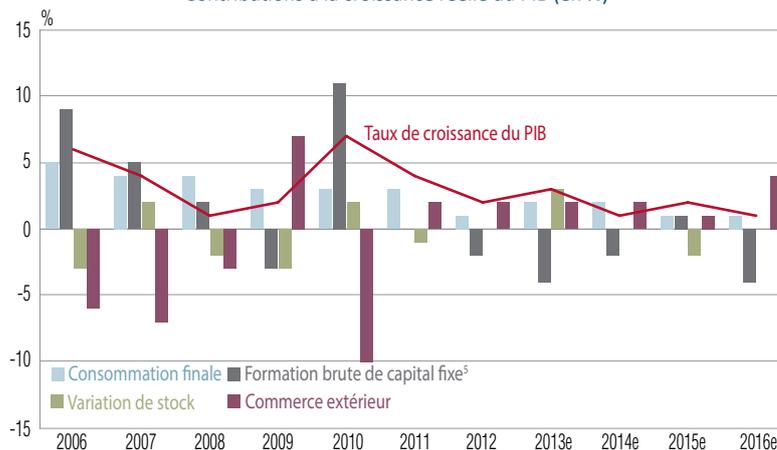
	2011	2012	2016 e
PIB (milliards de F.CFP)	887	897	983
PIB/hab (millions de F.CFP)	3,49	3,46	3,53

e : estimé

Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

Le commerce extérieur préserve la croissance en volume

Contributions à la croissance réelle du PIB (en %)



Source : ISEE, Comptes économiques, CEROM

* Révision de la première estimation de 1,4 %, publiée fin 2016.

AVERTISSEMENT : Les comptes rapides, une première estimation de la croissance

Ce document présente le compte économique de la Nouvelle-Calédonie estimé à l'aide d'un modèle macro-économique. Celui-ci est projeté à partir des comptes définitifs 2012 en fonction des données disponibles pour l'année 2016. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données. En particulier les résultats des comptes rapides 2015 sont ainsi légèrement revus par rapport aux évolutions publiées l'an passé.

Le ralentissement impacte désormais l'emploi

Le ralentissement de l'économie, amorcé depuis 2012, impacte désormais l'emploi salarié qui recule pour la première fois en 2016 (-0,5 %). La contraction de l'emploi salarié privé, qui atteint -1,2 %, n'est plus compensée par la progression de l'emploi public, soutenu essentiellement par le recrutement de fonctionnaires territoriaux et de contractuels dans les services provinciaux et établissements publics locaux.

Le ralentissement marqué des investissements et les plans de compétitivité engagés chez les opérateurs du nickel ont fortement affecté la construction, l'industrie et les services de soutien aux entreprises. Le faible dynamisme de la consommation entraîne également une baisse de 1,8 % de l'emploi dans le commerce. Au final, ces quatre secteurs centraux perdent en cumul un millier d'emplois.

Les autres indicateurs conjoncturels du marché de l'emploi confirment cette orientation : le nombre de demandeurs d'emploi augmente fortement (+9,7 % en 2016), et celui des chômeurs indemnisés par la CAFAT de +5,5 % (contre +0,8 % en 2015). Dans ce contexte morose, la création d'entreprises est également en recul, avec seulement 4 380 nouvelles entreprises en 2016, soit 4,6 % de moins par rapport à 2015.

Un pouvoir d'achat difficilement maintenu

Les revenus, qui regroupent les revenus professionnels (salaires, excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles), les revenus du capital (dividendes, revenus foncier, ...) et les prestations sociales (en nature et en espèces) augmentent timidement de 1,0 % en 2016.

En effet, la masse salariale distribuée par les entreprises privées et publiques augmente de 0,6 %, après +2,2 % en 2015. Loin des fortes revalorisations décidées par le gouvernement entre 2010 et 2012, le Salaire Minimum Garanti (SMG) suit l'inflation⁶ depuis 2013. Ainsi, il stagne en 2016 en moyenne annuelle, après une augmentation de 0,6 % en 2015. De même, les salaires minimaux conventionnels issus des négociations entre patronat et travailleurs restent stables. Associé à une baisse des effectifs, le rythme de progression de la masse salariale du privé est historiquement bas. À l'inverse, la masse salariale du secteur public est en progression de 3,3 %, sous le double effet de l'augmentation des effectifs et de la revalorisation automatique des traitements découlant de l'application du GVT⁷. Enfin, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est en léger recul (-0,2 % en 2016).

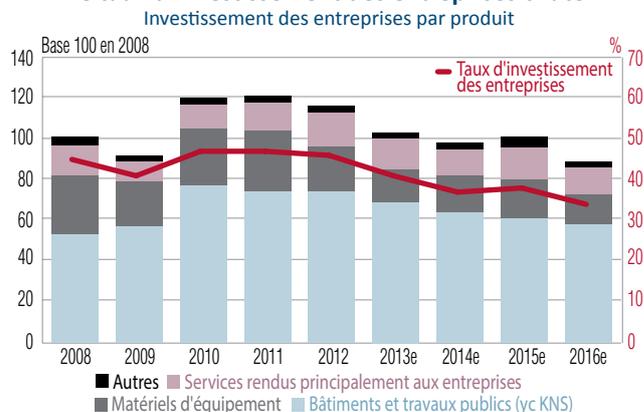
Les prestations en espèces progressent de 2,1 %, portées par le montant des pensions versées (+2,0 %). Les prestations sociales en nature versées par la CAFAT en 2016 augmentent de 5,2 %. Après une légère baisse en 2015 (-1 %), les prestations chômage croissent de 12,5 %. Ces compensations jouent un rôle d'amortisseur ponctuel, mais dans une moindre mesure comparées aux dispositifs métropolitains. Les dépenses de prestations liées au chômage partiel ont été multipliées par 2,4 entre 2015 et 2016, en raison des mesures incitatives dans le cadre du plan d'urgence local de soutien à l'emploi (PULSE) mis en place par le gouvernement.

L'indice des prix à la consommation évolue au même rythme qu'en 2015 : +0,6 %. L'année est marquée par une forte augmentation de 21,5 % des prix du tabac et par la baisse de 9,9 % des carburants en moyenne annuelle. Parmi les autres postes à fortes variations en 2016, les services de télécommunications baissent de 6 % en moyenne annuelle grâce aux nouvelles offres mises sur le marché. La Nouvelle-Calédonie, ainsi que l'ensemble des économies insulaires, profitent depuis plusieurs années de la baisse des prix des hydrocarbures qui limite le coût des produits importés. De plus, les différentes mesures de régulation des prix ont été reconduites par le gouvernement.

L'investissement en baisse avec la fin des constructions dans le secteur nickel

En 2016, l'investissement injecté dans l'économie baisse de 9,4 % et contribue ainsi négativement à la croissance du PIB (-3,8 points). Le poids de la FBCF dans le PIB diminue de 5 points mais demeure toutefois à un niveau élevé (31 %).

Avec la fin des constructions de Nickel, le taux d'investissement des entreprises chute



Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

L'investissement des administrations publiques pèse pour près de 20 % dans la FBCF. Il rebondit de +8,5 % après une baisse de niveau équivalent en 2015. D'une part, en 2016 la fin du cycle électoral relance l'investissement des communes qui injectent ainsi 2,5 milliards F.CFP dans l'économie. D'autre part, le projet du Néobus pour désengorger le réseau routier sur le Grand Nouméa est entré en phase d'investissement, représentant un financement de 5 milliards de F.CFP en 2016. Dans le même temps, les investissements du chantier Médipôle disparaissent progressivement en 2016, année de son achèvement.

Bien que les encours de crédit à l'habitat continuent de progresser rapidement, les indicateurs en volume confirment un moindre investissement des ménages comparé à 2015, année particulièrement dynamique. Ainsi, les attestations de conformité électrique enregistrent une baisse de 10 % en 2016.

Après plusieurs années de baisse, les entreprises limitent une nouvelle fois fortement leurs investissements, notamment en produits du BTP. L'incertitude sur les perspectives dans le secteur du Nickel a conduit les compagnies à reporter ou étaler la mise en œuvre des projets tels que le bassin de stockage des résidus pour VALE NC, la création de la nouvelle centrale électrique pour la SLN, et la réparation du deuxième four de KNS. Le montant des importations de biens d'équipement enregistre une baisse de 1,4 %, limitée par l'achat exceptionnel de deux ATR (en neutralisant ces achats, la chute serait de 14 %).

La réduction du déficit commercial contribue positivement au PIB

Pour la sixième année consécutive, le commerce extérieur contribue positivement à la croissance en volume. L'effet conjugué de la forte hausse des exportations de biens (+5,8 %) et de la baisse des importations (-10,4 %), permet d'améliorer de plus de 40 milliards de F.CFP le solde de la **balance des biens**⁸, qui atteint 115 milliards de F.CFP en 2016.

Les exportations repartent à la hausse après un repli en 2015. Les exportations métallurgiques de nickel ont augmenté de 10,3 % (en tonnes de nickel contenu), portées par la montée en puissance des usines de KNS et Vale-NC. De plus, cette dernière réalise des ventes record de cobalt (+70,8 % en tonnes de cobalt contenu) dont le cours progresse. Les exportations de minerai progressent également



(+5,4 %) en raison de besoins en approvisionnement accrus de l'usine off-shore de la SMSP en Corée du Sud et de l'autorisation d'expédier du minerai vers la Chine afin de compenser la fermeture du client Queensland Nickel en Australie. Une fois valorisées, les exportations de minerai et de métal affichent une hausse de 6,9 % sur l'année. Par ailleurs, les exportations des produits de la mer rebondissent de 10,2 % en 2016 grâce au retour d'un rythme normal de production après des problèmes techniques rencontrés en 2015 dans les éclosiers de crevettes.

En 2016, le taux de couverture s'améliore de 8 points

Niveau des composants du commerce extérieur



Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

Parallèlement, la baisse des importations de biens amorcée en 2015 s'accroît. Les achats à l'étranger chutent en 2016 de 10,3 % en valeur. Plus particulièrement les importations de matériels d'équipements baissent en raison des diminutions conjuguées de la demande des ménages et des entreprises. Les achats de produits énergétiques (dont produits pétroliers), qui représentent près de 13 % des importations totales, atteignent leur plus bas niveau depuis 2010 avec 47 milliards de F.CFP, soit une baisse de 22 %. Bien que le volume d'importation soit équivalent à celui de 2015, la chute des cours du pétrole allège la facture.

Au final, le **taux de couverture**⁹ des importations par les exportations gagne 8 points, pour atteindre 55 %, son meilleur taux des dix dernières années.

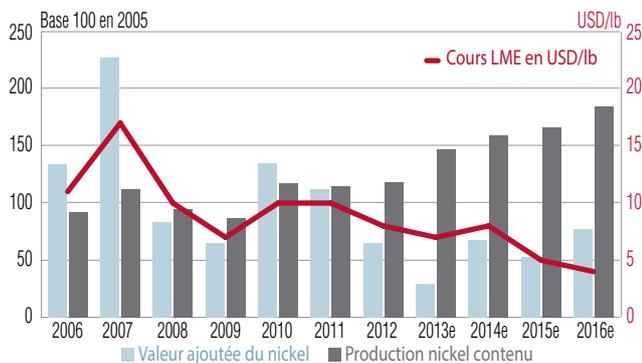
Dans le même temps, le déficit des échanges de services s'atténue de près de 13 milliards de F.CFP en raison de la forte baisse des importations de services aux entreprises (-9 milliards de F.CFP), en lien avec les programmes de maîtrise des coûts des métallurgistes.

Le secteur nickel entre crise et croissance

En réaction à une compétitivité dégradée, et compte tenu de difficultés techniques rencontrées par ses opérateurs, le secteur nickel entreprend en 2016 une drastique réduction de ses dépenses et diffère une partie de ses investissements.

Forte augmentation de la productivité dans la branche nickel

Indicateurs du nickel



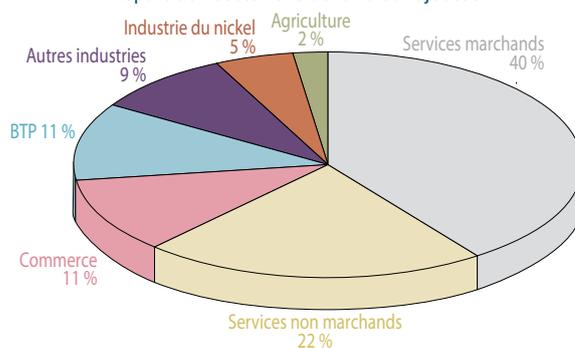
Sources : Isee, CEROM

Parallèlement, le fonds nickel accorde ses premières aides au secteur minier à la fin du premier semestre et participe ainsi à la prise en charge des cotisations patronales à hauteur de 93 millions de F.CFP. Au cours de l'année, l'Etat apporte un soutien à Vale NC et un aménagement de défiscalisation à KNS.

Les plans mis en œuvre, associés à une diminution des coûts de l'énergie, se traduisent par une stabilisation du coût des intrants des entreprises du nickel. La production du secteur a augmenté plus fortement que ses consommations intermédiaires, permettant un redressement de sa valeur ajoutée de 45 %. Son poids dans la VA globale croît de 2 points en un an pour s'établir à 5 %.

Le poids du nickel diminue au profit des services

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée



Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

Dans de nombreux secteurs, la valeur ajoutée diminue

En isolant l'activité des mineurs et métallurgistes, l'évolution du PIB en volume se contracterait de 0,6 %. Pénalisé par l'attentisme des consommateurs et la faiblesse des investissements, le territoire peine à trouver des relais de croissance.

Le ralentissement marqué des investissements en BTP freine la demande adressée au secteur. Ainsi, avec une stabilité du coût des intrants, la VA du secteur BTP diminue de 2,8 %.

Suivant la même tendance mais dans un contexte de diminution des prix pratiqués, la VA dégagée par les services destinés aux entreprises et celle des transports et télécommunications sont en net recul (respectivement -3,9 % et -6,3 %).

L'activité du secteur de l'hôtellerie et restauration résulte à la fois de la fréquentation touristique extérieure et de la demande des ménages. Cette année, le tourisme enregistre une embellie avec 115 700 touristes comptabilisés à l'aéroport international de la Tontouta, soit 1,5 % de plus qu'en 2015. Les touristes métropolitains restent les plus nombreux bien qu'en légère diminution (-1,4 %). La hausse s'explique principalement par les flux de voyageurs australiens (+9,0 %), japonais (+5,5 %), et néo-zélandais (+7,2 %). Avec une durée moyenne de séjour en légère baisse en 2016, les dépenses estimées des touristes extérieurs sur le territoire calédonien reculent de 1 %. Toutefois, la morosité de la consommation des ménages relaie les dépenses de loisir au second plan. Ainsi, la VA de l'hôtellerie et restauration baisse de 2,4 % en 2016.

Le secteur du commerce, traditionnellement dynamique, pâtit de l'inertie de la dépense de consommation des ménages. En effet, en l'absence de stimulation, sa valeur ajoutée demeure stable en 2016 (-0,1 %).

Quelques secteurs, notamment celui de l'énergie, enregistrent une hausse de leur valeur ajoutée grâce à la réduction de leurs consommations intermédiaires impulsée par la forte baisse des cours du pétrole (-16 %).



DÉFINITIONS

¹La **croissance réelle** est une mesure de l'évolution du PIB qui exclut les variations des prix. Elle permet ainsi de d'isoler l'évolution de l'activité (approche volume) de l'évolution des prix.

²Le **produit intérieur brut** (PIB) est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché.

³La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on rajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.

⁴L'**investissement** est mesuré en comptabilité nationale par la formation brute de capital fixe (FBCF). Le taux d'investissement est le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée totale. Pour les comparaisons internationales, le ratio est souvent limité à l'investissement des entreprises.

⁵La **FBCF** est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, etc.) ou incorporels (logiciels, etc.), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

⁶L'**inflation** permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. Les 13 000 relevés de prix mensuels de ces produits, déterminent l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Pour les comptes rapides, l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle est utilisée.

⁷Le **glissement vieillesse technicité** (GVT) est un indicateur retraçant l'incidence des évolutions de carrière et de structures d'emploi sur la masse salariale en prenant en compte les avancements (à l'ancienneté, au choix, par concours interne), l'acquisition d'une technicité ainsi que le remplacement des fonctionnaires retraités par de nouvelles recrues.

⁸La **balance des biens** est le compte qui retrace les échanges des biens exportés et des biens importés. Si l'on y inclut les échanges extérieurs de services, on parle de balance des biens et services.

⁹Le **taux de couverture** du commerce extérieur est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (dans cette publication, uniquement les biens).

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

CEROM

Les comptes économiques rapides de Nouvelle-Calédonie sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (CEROM) entre l'ISEE, l'AFD et l'IEOM qui a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Il donne lieu en Nouvelle-Calédonie à la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact), à l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'ISEE, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) et à la diffusion de tableaux de bord trimestriels.

Le modèle TABLO adapté à la Nouvelle Calédonie : MODÉLISÉE

Le modèle TABLO est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale (2012) en fonction d'hypothèses d'évolution de l'offre, de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Au cours de son utilisation, des améliorations ont été apportées : remplacement des données estimées par des données définitives disponibles, meilleure prise en compte des investissements exceptionnels liés à la construction des usines. Les données du Commerce extérieur sont calculées selon les modalités des comptes nationaux et diffèrent donc légèrement des séries brutes. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles.

ETUDES THÉMATIQUES

- Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole (2015)
- L'impact du nickel en Nouvelle-Calédonie (2015)
- L'économie calédonienne, entre résilience et recherche de nouveaux équilibres (2017)

EN SAVOIR PLUS

www.cerom-outremer.fr : Tableau de bord trimestriel

www.isee.nc : Analyse et résultats commentés

TEC

Synthèse Emploi – Marché du travail 2016 : Recul de l'emploi salarié dans le privé

Synthèse Indice des prix à la consommation 2016 : L'inflation est toujours contenue

Synthèse Mines – Métallurgie 2016 : Hausse de l'activité de production

Synthèse Tourisme 2016 : Rebond de visiteurs sur le territoire

Synthèse Commerce extérieur 2016 : Baisse du déficit commercial

www.ieom.fr : Rapport annuel 2016 de la Nouvelle-Calédonie

Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2016

www.afd.fr : L'AFD et la Nouvelle-Calédonie

Observatoires des communes de Nouvelle-Calédonie 2016

Isee : Directrice de la publication : V. Daudin

Chef de service Entreprises et Études Économiques : E. Desmazures

Chargé de l'étude : G. Rabaey

Conception graphique : M. Guiseppi

 ISEE NC

 StatEcoNC

www.isee.nc

